

Décembre 2016

S'immerger dans l'innovation sociale

n°31

focales



Des jeunes
de service



Verra-t-on bientôt des dizaines de milliers de jeunes Belges en service citoyen ? En l'absence d'une vraie législation, cela paraît aujourd'hui compliqué. Mais une structure se bat pour cette cause. Son nom : la Plateforme pour le service citoyen. En plus de militer, elle organise d'ores et déjà un service citoyen pour une grosse centaine d'heureux élus. Reportage et rencontre avec quelques jeunes, les pieds dans la boue.

Par Julien Winkel – Photos : Plateforme pour le service citoyen et Julien Winkel





Des jeunes de service

En Belgique, seule une poignée de jeunes sont aujourd'hui impliqués dans un service citoyen. Une association se bat pour généraliser le système à l'ensemble du Royaume. Son nom : la « Plateforme pour le service citoyen ».

Reportage et rencontre entre la boue de Chevetogne et les bureaux feutrés de Bruxelles. Avec quelques jeunes en prime.

« Bang bang, he shot me down, bang bang, I hit the ground, bang bang, that awful sound, bang bang, my baby shot me down. » Quelque part dans une forêt perdue de Wallonie, la voix presque fantomatique de Nancy Sinatra sort à plein volume du petit boîtier d'un smartphone. Belle épitaphe pour les centaines de bouts de bois et autres troncs humides, couverts de mousse, se consumant au milieu de deux gigantesques foyers. Tout autour, quelques groupes de jeunes d'une vingtaine d'années tentent de profiter de la chaleur qui s'en dégage. Malgré une fumée âcre et épaisse, on les voit presque se coller aux flammes, exposant tantôt leur torse, tantôt leurs fesses, tantôt leurs godasses détrempées à des vagues de chaleur entrecoupées de rafales de pluie. La météo est vraiment dégueulasse, même pour un mois de novembre. Il ne fait pas froid, mais voilà des heures qu'il pleut alors que le vent fait plier des arbres depuis longtemps vidés de leurs feuilles. « Purée, quand je pense que l'année passée à la même époque on travaillait en tee-shirt », peste Gaëtane, pourtant de loin la mieux équipée avec son gros anorak et son surpantalon imperméable. Manifestement, cette travailleuse de la Plateforme pour le service citoyen avait prévu le coup. Au contraire d'autres, comme Mourad, un jeune

pour qui la petite marche jusqu'à la clairière où brûlent les feux de joie a été un parcours du combattant. Son costume de citadin – dou-doune, certes chaude mais pas imperméable pour un sou, et baskets en toile – a vite montré ses limites en terrain hostile façon « bain de boue »...

Tout avait pourtant commencé au sec pour la petite trentaine de jeunes wallons et bruxellois, quelques heures plus tôt. En sortant de leur lit douillet ce matin-là, ils en étaient déjà à la troisième journée de leur « semaine d'intégration ». Un véritable passage obligé pour celles et ceux qui souhaitent s'engager dans un service citoyen. Quatre jours de vie commune, d'ateliers et, comme aujourd'hui, de petits services à la collectivité. Avant de faire le grand plongeon dès la semaine suivante, pour six mois de service citoyen, 28 heures



Les pieds dans la boue.



Un bon feu de joie.

par semaine, auprès de structures associatives, de services publics, d'institutions d'utilité publique ou d'hôpitaux... « Nous vivons une époque où les jeunes manifestent une défiance de plus en plus grande par rapport au politique. Il y a un désintérêt très fort pour la sphère publique, et un renfermement dans la sphère privée. Dans ce contexte, le service citoyen permet aux jeunes de mieux trouver leur place dans une société dont ils percevraient le sens, de les reconnecter aux institutions démocratiques, de créer des liens de mixité sociale, de la conscience citoyenne », explique François Ronveaux. Cet homme de cinquante ans est tellement convaincu des vertus du service citoyen qu'il est devenu directeur de la « Plateforme pour le service citoyen ». Et son objectif est clair : « Mon plus grand espoir est de nous mettre tous – moi et mes collègues – au chômage le plus vite possible », lâche-t-il, un sourire en coin. François Ronveaux n'est pas fou. Ce n'est pas un curateur non plus. Pour le suivre dans son raisonnement, il faut savoir que le service citoyen est une institution chez beaucoup de nos voisins. France, Allemagne, Italie, tous ces pays ont développé le concept et l'ont institutionnalisé. En Belgique, comme souvent, on y va un peu plus à son aise. Au point de contraindre le secteur associatif à prendre la main. C'est dans ce contexte que



la Plateforme est née il y a quelques années. Depuis lors, elle n'a pas dévié de son objectif de base : démontrer le bien-fondé du service citoyen pour les jeunes de 18 à 25 ans. Mettre en place un système. Et ensuite refiler le bazar aux pouvoirs publics afin qu'ils le généralisent à l'ensemble du pays, ce qui marquerait la fin de la mission de la Plateforme. Au total, près de 125.000 jeunes pourraient être concernés chaque année si le politique daignait s'emparer du dossier. Aujourd'hui, on en est loin. À Bruxelles, seul Didier Gosuin (Défi) finance le projet, bien aidé en cela par le Fonds social européen. En Wallonie, quelques petits financements facultatifs ont permis à la Plateforme de lancer depuis septembre les premières « promotions » au sud du pays. L'un dans l'autre, on parle d'une grosse centaine de jeunes à Bruxelles et d'une trentaine en Wallonie jusqu'ici. Une misère « *alors que le service citoyen est mentionné dans les déclarations de politique générale à la Cocof et en Communauté française* », souligne François Ronveaux, un rien ironique.

« À la ramasse depuis deux ans »

Mais de tout ça, dans le fin fond de la forêt du domaine provincial de Chevetogne, les jeunes n'en ont cure. Logés à deux endroits différents,

vivant chacun de leur côté, Bruxellois et Wallons se sont donc retrouvés pour une journée commune. But de l'opération : déblayer cette satanée clairière afin que des troupeaux de vaches « highlands » puissent venir y pointer leurs longs poils bouclés sans risquer de se blesser. Et accessoirement rendre service au domaine et à son projet de gestion durable. Mourad, malgré sa doudoune transformée en éponge, n'en démord d'ailleurs pas : il est heureux d'être là. Et pour lui, « *c'était le bon moment* ». Un commentaire que l'on retrouve chez bon nombre de jeunes présents. Beaucoup décrivent cette entrée en service citoyen comme un momentum, une chance de s'arrêter, de rebondir, de prendre du temps pour soi, de s'investir ou de faire le bilan dans un parcours momentanément compliqué, voire au point mort. Valentin, 20 ans ? « *À la ramasse depuis deux ans.* » Charlotte, 23 ans ? « *Un parcours en enseignement supérieur qui a cafouillé sur la fin.* » Marguerite, 24 ans ? « *Je viens de quitter mon boulot.* » Ibrahim – nom d'emprunt –, jeune réfugié irakien ? « *Je ne pouvais plus rester chez moi sans boulot. Il fallait que je sorte, que je rencontre des Belges.* »

Devant cette envie de changement, le service citoyen s'est vite imposé comme une bonne



solution. Pour plein de raisons. La première étant peut-être que la Plateforme n'opère pas de sélection à l'entrée. Tous les jeunes sont les bienvenus. Et ils le savent. « Je suis en chaise roulante, il faut le dire, cela montre que la Plateforme accepte tous les jeunes », insiste Maïté, 22 ans, alors que l'un de ses compagnons la déplace pour qu'elle évite la fumée projetée par un vent redoublant de force. « Ici, on ne nous demande pas de qualification ou de caractéristiques spécifiques. On peut venir comme on est, essayer, sans devoir prouver quelque chose. Et si ça ne va pas, ce n'est pas grave. C'est ça qui fait du bien », confirme Charlotte en regardant les autres jeunes cuire de grosses saucisses à la chaleur du feu pour le dîner de midi. Beaucoup d'entre eux font état d'une envie de se rendre utiles dans un cadre bienveillant, sans pression. Résultat des courses, les « promotions » sont souvent extrêmement hétérogènes. On y trouve de tout : des jeunes au capital social et éducationnel important, d'autres n'ayant pas fini le CEB, des « Belges de souche », d'origine étrangère, des réfugiés, des personnes porteuses de handicap, avec un passé judiciaire,

etc. Et ce n'est pas un hasard. « La mixité et le brassage social, nous l'organisons », avoue Gaëtane Mangez, responsable de promotions pour Bruxelles. « Je sais, c'est un bête titre de fonction, reprend-elle directement. Tout le monde pense que je fais de la promo, alors que mon rôle est d'encadrer les jeunes d'une promotion, de faire en sorte qu'ils trouvent leur place. » Et aussi de veiller à ce que chaque fameuse promotion, composée de 20 jeunes, soit la plus mixte possible. Histoire de permettre aux jeunes de vraiment vivre ce brassage social tellement cher aux yeux de la Plateforme. S'ils effectuent effectivement une bonne partie de leur service auprès d'une structure de façon individuelle, les jeunes vont rester attachés à leur groupe tout au long des six mois de leur parcours. Et le retrouver presque chaque vendredi pour des formations en collectivité. Au programme : inter-culturalité, environnement, rallye politique avec rencontre d'élus du Parlement, citoyenneté européenne, etc. « On est tous ensemble, unis, on est obligés de s'entendre », commente Valentin. Le groupe constitue donc une sorte de moteur pour ces jeunes qui, pour certains,



débarquent fragilisés, porteurs d'un manque de confiance en soi assez patent. « Certains me disent qu'ils n'ont jamais fait la vaisselle, ça les angoisse », souligne Gaëtane. Des propos que l'on retrouve également du côté des promotions wallonnes. Nathalie van Innis est la nouvelle coordinatrice en charge de la Wallonie depuis avril 2016. Si elle note que les promotions au sud du pays contiennent parfois moins de jeunes très fragiles, cela ne l'empêche pas de pousser une petite gueulante. « Ce qui me rend triste, c'est de voir le nombre de jeunes qui sont complètement paumés. Beaucoup ont une énorme fragilité... mais avec eux tout est possible aussi. Et dans ce cadre tu peux voir que le collectif les porte vraiment. Même si on a aussi parfois des jeunes hyper-autocentrés, qui sont venus 'pour aider' et ne voient pas l'utilité du groupe. Mais bon, c'est vraiment mon public préféré », sourit-elle malgré tout. « Gérer » cette fragilité fait aussi partie du travail des responsables de promotions. Avec les années, la structure a d'ailleurs acquis de l'expérience. Au point de se sentir les épaules assez larges pour accueillir des profils de plus en plus « fragilisés », d'après Gaëtane Mangez.





Pas de photocopies, svp

Parfois, c'est aussi l'enthousiasme des jeunes qu'il convient de gérer. Il faut dire qu'un certain nombre semblent avoir beaucoup d'attentes par rapport aux six mois qui s'ouvrent devant eux. *«Je veux apprendre, je veux bosser, prendre des initiatives»*, lâche Valentin, une cigarette à la main. Avant de confier qu'il a peur de s'ennuyer. Si le service citoyen n'est pas jugeant, si la Plateforme accepte tout le monde, cela ne veut pas dire qu'aucun cadre n'est mis en place. Pendant six mois, les jeunes vont devoir se lever le matin, se rendre dans la structure qui les accueille. S'acquitter de leur tâche. Un sacré challenge pour certains. *«Un des jeunes que nous suivons actuellement n'a pas mis les pieds en dehors de chez lui depuis six ans. Les jeunes arrivent parfois avec beaucoup d'enthousiasme et ne sont pas toujours conscients de la difficulté du projet»*, prévient Nathalie van Innis. *«Je sais que ça ne va pas être facile tous les jours»*, confirme Marguerite.

Dans ce cadre, une des préoccupations des travailleurs est donc d'éviter que les jeunes ne décrochent en cours de parcours. De 25 à 30% d'entre eux seraient dans ce cas, même certains parmi eux connaissent des «sorties positives» vers l'emploi ou une formation en cours de service. Au sein des structures qui les accueillent, ils sont suivis par un tuteur. Et la Plateforme leur offre aussi un accompagnement régulier. *«Pour ça il faut qu'il y ait une vraie relation de confiance, souligne Nathalie van Innis. Ce sont des jeunes qui n'osent pas dire que ça ne va pas. Le risque est donc qu'ils fassent comme si tout se passait bien et puis qu'un jour ils ne se lèvent pas et finissent par se dire 'Je suis nul, comme d'habitude', je vais arrêter.»*

À parler de relation de confiance, le lien entre la Plateforme pour le volontariat et ses partenaires est capital. Seuls, François Ronveaux et ses comparses ne peuvent rien. Pour mener à bien leur mission, ils doivent s'appuyer sur des structures susceptibles d'orienter les jeunes vers le service citoyen, comme les CPAS, les services d'insertion socioprofessionnelle, les services régionaux de l'emploi, etc. Et d'autres, capables de les accueillir pour six mois de service. On ne saura pas si c'est une manière de ménager les susceptibilités, mais, d'après les travailleurs de la Plateforme, trouver des structures accueillantes n'est pas si compliqué que cela. Luc Michiels travaille pour la Plateforme depuis janvier 2015. L'une de ses tâches est notamment de trouver des «pourvoyeurs de jeunes» et des structures accueillantes. D'après lui, il a jusqu'ici *«toujours été bien reçu»*. *«Je n'ai jamais eu beaucoup de mal à convaincre un partenaire. Quand on explique l'objectif du projet et qu'il voit que c'est structuré, ça ne pose en général pas de problème»*, explique-t-il. Outre la satisfaction de participer à un projet de société constructif, il faut dire que les structures accueillantes peuvent souvent escompter une aide particulière de la part des jeunes. *«Ils ont le temps et l'envie de se rendre utiles, précise Nathalie van Innis. Dans une maison de retraite, par exemple, ils vont s'acquitter de tâches que les travailleurs n'ont peut-être pas le temps de faire : jouer avec les pensionnaires, parler. Tout cela améliore la qualité de vie.»* Attention cependant : pas question d'imaginer que les jeunes soient taillables et corvéables à merci. Il faut que la tâche ait aussi un intérêt pour eux, qu'ils soient valorisés, qu'ils puissent y puiser une expérience positive et de la confiance en eux et leurs ressources. *«Je veille toujours à ce que le jeune puisse y trouver un intérêt,*

explique Luc Michiels. *Il faut aussi qu'il y ait une plus-value citoyenne : hors de question de faire des photocopies tous les jours.* »

Un équilibre est donc à trouver. Les jeunes en sont d'ailleurs aussi bien conscients si on les écoute. Pour Maité, *« c'est bien de donner de son temps et d'apprendre de son service, il s'agit d'une sorte de donnant-donnant »*. Ibrahim lui émet un constat désarmant de simplicité. *« Si à la fin je peux me dire : j'ai bougé, j'ai appris le français, j'ai aidé, ce sera super »*, lâche-t-il. D'autres par contre semblent être dans le don de soi, comme Maxime-Charlier. Drôle de nom. Et pour cause, il s'agit d'un nouveau patronyme. Maxime-Charlier ne s'appelle pas comme ça mais souhaite visiblement oublier son ancien nom... Arrivé en Belgique depuis deux ans, ce réfugié syrien au français déjà bien fluide n'y va pas par quatre chemins : *« Mec, si je devais t'expliquer ma vie, on serait encore là dans 24 heures. J'ai vécu des choses difficiles et je veux rendre à la Belgique ce qu'elle m'a donné, lance-t-il en regardant la forêt alentour. Ça ressemble à un bois qui se trouvait près de chez moi en Syrie. J'ai l'impression d'être à la maison... »* Il n'empêche, Maxime-Charlier se verrait bien reprendre ses études d'infirmier débutées au pays, une fois son niveau de français suffisant. En cela, le service citoyen lui servira peut-être de pied à l'étrier. Ce n'est pas l'objectif de l'exercice, mais le service ouvre parfois des portes aux jeunes. *« Il ne s'agit pas d'un dispositif d'aide à la jeunesse ou de mise à l'emploi, mais il a parfois cet effet »*, note Luc Michiels.

« Imposez-nous ce service civil »

Quelques jours plus tard à Bruxelles, un œil rivé sur la une du quotidien *Le Soir* du 23 novembre 2016, François Ronveaux jubile entre les quatre murs de son bureau. Il faut dire que ce qui y est écrit a de quoi le faire sourire. Quelque 80 % des jeunes adultes

francophones seraient favorables à un service civil obligatoire. *« Vous vous rendez compte ?, interroge-t-il. On a 80 % des jeunes qui disent au politique : faites-le, imposez-nous ce service civil. C'est incroyable. »* François Ronveaux dit ne pas être favorable à l'obligation. Mais cette enquête, pour lui, c'est du pain bénit. Car l'objectif de la Plateforme pour le service citoyen est clair : aboutir à l'élaboration d'une législation fédérale instituant la mise en place d'un service citoyen. Aujourd'hui, l'action qu'elle mène se coule dans la loi sur le volontariat, insuffisante si l'on en croit le directeur. Sans entrer dans les détails, les limitations induites par ce texte contraignent l'expérience menée par Ronveaux et ses compagnons à rester dans certaines limites. Six mois de durée de service alors que neuf, ce serait mieux. Cent euros de frais de déplacement remboursés par mois ; des cacahuètes quand on sait que certains parcourent plusieurs kilomètres par jour pour effectuer leur service. Et du côté wallon, des jeunes parfois contrôlés par le Forem pour vérifier qu'ils cherchent bien un emploi, alors qu'ils sont en plein service citoyen... La coupe des inconvénients générés par la situation actuelle déborde. *« Il arrive que des jeunes arrêtent leur service parce qu'ils ont trouvé une formation ou un travail, souligne Gaëtane Mangez. Si on avait un statut bien valorisé et reconnu, cela arriverait probablement moins. »* Cela attirerait aussi et surtout plus de jeunes...

Malgré cela, la tâche de la Plateforme s'annonce compliquée face à la lasagne institutionnelle belge. *« En premier lieu, nous sommes un projet transversal à toutes sortes de compétences comme la jeunesse, l'insertion socioprofessionnelle, l'action sociale, la cohésion sociale, le vivre-ensemble »*, explique François Ronveaux. Ce qui ne facilite déjà pas les choses. Mais il y a bien « pire » : la Plateforme milite pour un service sur l'ensemble du territoire belge. Pas vraiment



à la mode à une époque où le niveau fédéral a tendance à se vider de toutes ses compétences... Il faudra donc beaucoup de travail de persuasion. En interne aussi, peut-être, où certains travailleurs précisent qu'il faudra être vigilant à ce qu'un si gigantesque changement d'échelle ne vienne pas mettre à mal les fondements du projet : acceptation de tout le monde, suivi personnalisé, attention particulière au fait que le service citoyen ne devienne pas une forme de concurrence à l'emploi.

Cela dit, la structure semble avoir décidé de ne pas se limiter au parfois déprimant potopoto belge. Sur le chantier de Chevetogne, cela causait aussi allemand. Rien de plus normal puisque la Plateforme est partie prenante à l'élaboration d'un service citoyen européen dans le secteur de l'environnement, financé par la Commission européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Sont impliqués dans le projet : la Wallonie, la Lorraine française, le Luxembourg, la Sarre (Allemagne) et la Rhénanie-Palatinat (Allemagne). On en est encore aux débuts, mais cette dynamique permet déjà à des jeunes d'effectuer leur service citoyen en traversant les frontières. Ce qui explique la présence de quelques germanophones à Chevetogne. « Pour l'instant, les jeunes viennent se couler dans les systèmes nationaux déjà existants au sein des quatre pays participants, explique Serena Mezzina, chargée du développement européen. Mais, à terme, nous voulons créer quelque chose d'indépendant. » Dans l'idéal, Serena Mezzina rêverait d'un service européen étendu aux bientôt 27 États membres de



l'Union européenne. Mais, d'après elle, « on en est encore loin. Tous n'ont pas de service au niveau national... Mais on pourrait commencer avec les États qui organisent déjà quelque chose. Avec ce paradoxe qu'en Belgique, c'est l'associatif qui tient les rênes pour l'instant alors que, dans d'autres pays, c'est institutionnalisé ». Pourtant, à l'entendre, nos petits Belges auraient aussi bien besoin de se sentir un peu plus Européens. « Je suis Italienne et, là-bas, l'Union européenne, cela veut dire quelque chose. Ici, j'ai été très surprise de voir que les jeunes, surtout les Bruxellois, considèrent les institutions comme quelque chose de lointain alors qu'ils vivent à côté d'elles. » Serena Mezzina dit ainsi se souvenir d'un jeune qui, après une visite du parlement européen, lui avait demandé : « Alors, moi, je suis citoyen européen ? » Eh ouais, coco.

Pour en savoir plus

Plateforme pour le service citoyen

Site web : <http://www.service-citoyen.be>

courriel : info@service-citoyen.be - tél. : 02/256 32 44



focales

est une revue publiée en supplément d'*Alter Échos*.

Une initiative de l'Agence Alter, avec le soutien de la Wallonie.

Coordination : Marinette Mormont.

Ce cahier a été rédigé par Julien Winkel.

Achévé en décembre 2016.

Layout : Françoise Walthéry et Cécile Crivellaro.

Photos de la Plateforme pour le service citoyen (toutes sauf p. 4)
et de Julien Winkel (p. 4)

Impression : Nouvelles Imprimeries Havaux.

Cette publication est en accès libre

sur www.alterechos.be (onglet focales).

Agence Alter
■■■■■



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES